



Afghanistan: traitement psychiatrique et psychothérapeutique

Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR

Weyermannsstrasse 10
Case postale
CH-3001 Berne

T++41 31 370 75 75
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

Compte dons
CCP 10-10000-5

Berne, le 5 avril 2017



Sommaire

2	Maladies psychiques.....	2
3	Soins de santé.....	4
4	Disponibilité des médicaments et des traitements	6
4.1	Disponibilité de médicaments spécifiques	6
4.1.1	Disponibilité sur le marché libre.....	6
4.1.2	Disponibilité dans les institutions publiques.....	7
4.2	Disponibilité des traitements	8
4.3	Disponibilité des tests en laboratoire	9
5	Situation socioéconomique	10

1 Introduction

Sur la base d'une demande à l'analyse-pays de l'OSAR, nous avons traité les questions suivantes:

1. Dans quelle mesure un traitement psychiatrique, y compris un rattachement à une clinique ambulatoire, est-il possible à Kaboul, et quels en sont les coûts?
2. Les médicaments suivants sont-ils en vente en Afghanistan, et quels en sont les coûts respectifs?
 - a. Sertraline 150 mg
 - b. Flupentixol 5 mg
 - c. Amitriptyline 100 mg
3. Un contrôle du traitement médicamenteux incluant des contrôles réguliers de la formule sanguine, des valeurs hépatiques et rénales, ainsi que des électrolytes, est-il possible à Kaboul? Que coûte-t-il?

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR observe les développements en Afghanistan depuis plusieurs années.¹ Les informations qui nous ont été transmises par des expert-e-s² ainsi que nos propres recherches nous permettent de répondre comme suit aux questions ci-dessus.

2 Maladies psychiques³

Le syndrome de stress post-traumatique et d'autres maladies psychiques sont très répandus. Les maladies psychiques provoquées par la guerre telles que syndrome de stress post-traumatique, dépression et états d'anxiété représentent selon plusieurs sources une «épidémie cachée» en Afghanistan.⁴ Un rapport de *Samuel Hall* cite la dernière enquête disponible de l'Organisation mondiale de la santé qui date de

¹ www.osar.ch/pays-dorigine.html.

² Les recherches de l'OSAR se fondent sur des sources publiquement accessibles, conformément aux standards COI. Lorsque ces sources ne permettent pas de trouver les informations requises dans le temps imparti, l'OSAR fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable. Les personnes de contact peuvent toutefois être anonymisées afin de garantir la protection des sources.

³ Ce chapitre est en grande partie tiré du rapport suivant: OSAR, Attaques d'employés du gouvernement, d'entreprises étrangères et des forces armées internationales par des groupes anti-gouvernementaux; lettres de menace; recrutement; maladies mentales, recherche rapide, 14 novembre 2016, p. 12-13: www.fluechtlingshilfe.ch/assets/herkunftslaender/mittlerer-osten-zentralasien/afghanistan/161114-afg-angriffe-auf-regierungsangestellte.pdf.

⁴ Guardian, Afghanistan Tackles Hidden Mental Health Epidemic, 2 septembre 2015: www.theguardian.com/global-development/2015/sep/02/afghanistan-tackles-hidden-mental-health-epidemic-therapists; World Health Organization (WHO), Regional Office for the Eastern Mediterranean, Afghanistan Mental Health, sans date (accès le 18 novembre 2015): www.emro.who.int/afg/programmes/mental-health.html; RFE/RL – Radio Free Europe/Radio Liberty: Little Succor For Afghanistan's Mentally Ill, 3 mai 2012: www.ecoi.net/local_link/215746/336402_de.html.

2004. Il y est établi que 68 pour cent des personnes interrogées souffraient d'une dépression, 72 pour cent d'états d'anxiété et 42 pour cent d'un syndrome de stress post-traumatique.⁵ Selon *Guardian*, 16,5 pour cent des Afghanes et des Afghans souffraient de maladies psychiques en 2005. Depuis, le nombre de personnes atteintes de troubles psychiques a très vraisemblablement encore augmenté.⁶

Stigmatisation des malades psychiques. Alors que tous les hôpitaux de province proposent entre-temps une consultation psychique, les conseillères et les conseillers luttent même dans la capitale Kaboul contre de vieilles traditions et une culture de stigmatisation des malades psychiques. Selon un rapport de *Disability World* daté de février 2005 et cité dans les directives du HCR du 19 avril 2016, cette stigmatisation résulte du fait que les maladies psychiques sont souvent considérées par la société comme une punition pour des péchés. Les familles ont donc souvent tendance à tenir leurs membres souffrant de maladies psychiques à l'écart de la société.⁷

Peu de capacités pour le traitement des maladies psychiques. D'après *Samuel Hall*, les problèmes psychosociaux et les maladies psychiques ont jusqu'à présent été fortement sous-estimés en Afghanistan et donc peu abordés, voire complètement ignorés. Bien que des traitements soient grandement nécessaires en raison de la propagation de ces maladies, la pénurie de personnel persiste, notamment pour ce qui est des psychiatres, des travailleurs et travailleuses sociaux, ainsi que des psychologues. Il n'y a pas non plus d'infrastructure appropriée. La société n'a pas conscience que les maladies psychiques doivent impérativement être traitées. Comparé aux États voisins, l'Afghanistan est très mal équipé, d'après les informations fournies par l'OMS en 2014 et citées par *Samuel Hall*. Le pays ne dispose que d'un seul établissement de soins tertiaires pour le traitement des maladies psychiques (*Kaboul Mental Health Hospital*) et d'environ trois psychiatres formés, ainsi que d'une dizaine de psychologues, pour une population de plus de 30 millions d'habitant-e-s.⁸

Fréquence des «traitements» par des drogues ou par des reliquaires du fait de la tradition ou du coût avantageux. Par tradition ou pour des raisons de coûts, beaucoup d'Afghan-e-s atteints de maladies psychiques recourent à des drogues ou à des pratiques superstitieuses sur des reliquaires («*ziyarats*») qui font souvent plus de mal que de bien. Facturé l'équivalent de 20 dollars, un «traitement» sur le reliquaire de Mia Ali Baba est par exemple plus avantageux qu'un médicament ou un transport à l'hôpital le plus proche.⁹ La longue durée des traitements psychiques à l'hôpital et les coûts qui en résultent dissuadent en premier lieu les patient-e-s des régions rurales retirées. La consultation psychique est en outre considérée avec scepticisme,

⁵ Samuel Hall, *Urban Displaced Youth in Kabul Part One: Mental Health Matters*, 1er juin 2016, p. 12-13: <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UDY-Chapter-1-Mental-Health.pdf>.

⁶ *Guardian*, *Afghanistan tackles hidden mental health epidemic*, 2 septembre 2015: www.theguardian.com/global-development/2015/sep/02/afghanistan-tackles-hidden-mental-health-epidemic-therapists.

⁷ UNHCR (UN High Commissioner for Refugees), *Richtlinien zur Feststellung des internationalen Schutzbedarfs afghanischer Asylsuchender*, 19 avril 2016, p. 75 y compris la note de bas de page 416: www.ecoi.net/file_upload/90_1471846055_unhcr-20160419-afg-richtlinien-de.pdf.

⁸ Samuel Hall, *Urban Displaced Youth in Kabul Part One: Mental Health Matters*, 1er juin 2016, p. 12-13: <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UDY-Chapter-1-Mental-Health.pdf>.

⁹ *Guardian*, *Afghanistan Tackles Hidden Mental Health Epidemic*, 2 septembre 2015: www.theguardian.com/global-development/2015/sep/02/afghanistan-tackles-hidden-mental-health-epidemic-therapists; RFE/RL – Radio Free Europe/Radio Liberty, *Little Succor For Afghanistan's Mentally Ill*, 3 mai 2012: www.ecoi.net/local_link/215746/336402_de.html.

car dans la culture afghane, cela ne se fait pas de confier des préoccupations personnelles et des secrets de famille.¹⁰

3 Soins de santé

Pas d'assurance maladie publique, des services de santé privés inabordables, des médicaments souvent à la charge des patient-e-s même dans les établissements publics. D'après le *Bundesamt für Migration und Flüchtlinge* (BAMF), il n'y a pas d'assurance maladie publique en Afghanistan. Les établissements de santé privés proposent bien des traitements, mais à des prix inabordables pour les patient-e-s indigènes. Les traitements, les tests en laboratoire et les examens de routine sont gratuits dans les hôpitaux publics. Mais les médicaments n'y sont souvent pas disponibles, de sorte les patient-e-s doivent les acheter eux-mêmes dans des pharmacies privées et les payer de leur poche.¹¹

À cause de la corruption, ainsi que du laxisme des contrôles à l'importation et des contrôles de qualité, l'Afghanistan est un marché pour les médicaments de mauvaise qualité et pour les médicaments falsifiés. D'après un rapport publié en octobre 2014 par l'*Independent Joint Anti-Corruption Monitoring and Evaluation Committee* (MEC), un organe indépendant du gouvernement afghan, la moitié au moins des médicaments importés en Afghanistan sont introduits illégalement. Ce rapport s'appuie sur les informations du Ministère afghan de la Santé. Tout le processus d'importation est très sujet à la corruption. L'énorme attrait financier de l'importation illégale de médicaments a entraîné une hausse de la contrebande et favorisé toute une industrie autour de la production et de l'importation en Afghanistan de médicaments falsifiés ou de mauvaise qualité. On estime ainsi que jusqu'à 60 pour cent des médicaments importés en Afghanistan sont produits au Pakistan spécialement pour le marché afghan. Leur qualité laisse souvent à désirer, faute de contrôle. Cela entraîne des marges très élevées, car les entreprises productrices ne doivent même pas remplir les normes de qualité pakistanaïses, du moment que les médicaments sont destinés exclusivement à l'exportation en Afghanistan.¹²

D'après le MEC, les importateurs ne sont guère incités à suivre le processus d'attribution de licences d'importation dans le domaine pharmaceutique, car il est long, très compliqué et facile à contourner par des dessous-de-table ou des contacts avec de hauts fonctionnaires travaillant par exemple au Ministère afghan de la Santé. La plupart des compagnies importent illégalement des médicaments ou se procurent des licences sans tenir compte du processus prescrit. Beaucoup de personnes de contact

¹⁰ RFE/RL – Radio Free Europe/Radio Liberty, Little Succor For Afghanistan's Mentally Ill, 3 mai 2012: www.ecoi.net/local_link/215746/336402_de.html.

¹¹ Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (BAMF)/ Organisation Internationale pour les migrations (OIM), Kabul – Medizinische Versorgung, Arbeitsmarkt, Wohnsituation, Bildung, 21 septembre 2016, p. 1-2: <https://milo.bamf.de/milop/livellink.exe/properties/18364612>.

¹² Independent Joint Anti-Corruption Monitoring and Evaluation Committee (MEC), Vulnerability to Corruption Assessment (VCA) Report on Pharmaceuticals Importation Process, octobre 2014, p. 2: www.mec.af/files/2014_11_19_Pharmaceutical_VCA_ENGLISH.pdf; Guardian, Killing, not Curing: Deadly Boom in Counterfeit Medicine in Afghanistan, 7 janvier 2015: www.theguardian.com/world/2015/jan/07/counterfeit-medicine-afghanistan-corruption-border-controls-drugs-poor; voir aussi IWPR, Afghans Complain of Substandard Medicines, 11 juillet 2014: <https://iwpr.net/global-voices/afghans-complain-substandard-medicines>.

interviewées par le MEC ont indiqué que les importations de certains médicaments très demandés étaient contrôlées par de puissants groupements où l'on trouve des représentants de hauts fonctionnaires, de Parlementaires et de Ministres, ainsi que des entreprises de production et d'importation. Le processus d'enregistrement à suivre par les entreprises pharmaceutiques étrangères est de surcroît déficient, car les collaborateurs du département responsable au Ministère de la Santé n'ont ni l'intégrité, ni les qualifications requises pour cette tâche. Sans compter qu'il n'existe pas de procédures efficaces pour le contrôle de la qualité des médicaments produits par les entreprises pharmaceutiques étrangères.¹³

En juillet 2016, le Ministère afghan de la Santé a créé une nouvelle institution pour le contrôle de la qualité et des prix des médicaments, la *National Medicine and Healthcare Products Regulatory Authority*. Le Ministre de la santé Ferozuddin Feroz a critiqué la mauvaise qualité, ainsi que les prix élevés et très variables des médicaments dans les diverses pharmacies. La nouvelle institution a pour mission d'améliorer la situation actuelle.¹⁴

Le système de santé afghan gangréné par la corruption. Selon un article de presse de janvier 2015, la corruption gangrène le système de santé publique en Afghanistan jusque dans les services d'approvisionnement des hôpitaux. Les entreprises pharmaceutiques paieraient des médecins pour vendre des médicaments de mauvaise qualité.¹⁵ Une étude menée par l'ONG humanitaire *Médecins sans Frontières* et publiée en février 2014 montre en outre que les prestations de santé publique ne sont pas toujours gratuites, malgré ce que prévoit la Constitution afghane. Dans la pratique, les patient-e-s doivent souvent endosser eux-mêmes les coûts des médicaments et même des traitements. Il y a aussi des coûts cachés et des comportements corrompus: les personnes interrogées rapportent que des médecins travaillant dans le système de santé publique ont voulu les inciter à suivre des traitements dans des cabinets privés dirigés par leurs soins.¹⁶

¹³ Independent Joint Anti-Corruption Monitoring and Evaluation Committee (MEC), Vulnerability to Corruption Assessment (VCA) Report on Pharmaceuticals Importation Process, octobre 2014, p. 7-8: www.mec.af/files/2014_11_19_Pharmaceutical_VCA_ENGLISH.pdf.

¹⁴ Afghanistan Times, Surveillance Authority Launched for Medicines Quality, Price, 31 juillet 2016: <http://afghanistantimes.af/surveillance-authority-launched-for-medicines-quality-price/>.

¹⁵ Guardian, Killing, not Curing: Deadly Boom in Counterfeit Medicine in Afghanistan, 7 janvier 2015: www.theguardian.com/world/2015/jan/07/counterfeit-medicine-afghanistan-corruption-border-controls-drugs-poor.

¹⁶ Médecins sans frontières (MSF), Between Rhetoric and Reality: The Ongoing Struggle to Access Healthcare in Afghanistan, février 2014, p. 39: www.doctorswithoutborders.org/sites/usa/files/attachments/afghanistan_between_rhetoric_and_reality.pdf.

4 Disponibilité des médicaments et des traitements

4.1 Disponibilité de médicaments spécifiques

4.1.1 Disponibilité sur le marché libre

a) Sertraline (principe actif: chlorhydrate de Sertraline, 150 mg)

La Sertraline est en vente au *Shefa Curative Hospital*, un hôpital privé de Kaboul, à un dosage de 50 mg. Dix comprimés y coûtent 70 afghanis (AFN) (0.98 EUR)^{17, 18} Dans la pharmacie «Awesta Pharmacy», la Sertraline est vendue au même prix, au même dosage et dans des paquets de taille identique, mais les coûts sont entièrement à la charge des patient-e-s.¹⁹ À la «Sadan Pharmacy», 10 comprimés de Sertraline à un dosage de 100 mg coûtent 224 AFN (3.15 EUR); les patient-e-s doivent payer la totalité du montant de leur poche. Le médicament vendu dans cette pharmacie est produit par les *Surge Laboratories* à Karachi, Pakistan.²⁰

b) Flupentixol (principe actif: Flupentixol, 5 mg)

Le Flupentixol est vendu au *Shefa Curative Hospital* à des dosages de 20 mg et 40 mg, au prix de 70 AFN (0.98 EUR) l'ampoule.²¹ À la «Awesta Pharmacy», 10 comprimés de Flupentixol coûtent 50 AFN (0.70 EUR), un montant entièrement à la charge des patient-e-s.²² Le médicament Flupentixol + Mélitracén 0.5 mg ACI, produit au Bangladesh, est disponible à la «Sadan Pharmacy». Il coûte 110 AFN (1.55 EUR) les 10 comprimés, entièrement à la charge des patient-e-s.²³

c) Amitriptyline (principe actif: amitriptyline, 100 mg)

L'amitriptyline est vendu au *Shefa Curative Hospital* à un dosage de 50 mg. Les 10 comprimés coûtent 30 AFN (0.42 EUR). Ce médicament est importé du Pakistan, d'Iran et d'Inde.²⁴ À la pharmacie «Awesta Pharmacy» 10 comprimés à un dosage de

¹⁷ Cours du change du 3 avril 2017 (1 AFN = 0.01404 EUR).

¹⁸ Interview du directeur du *Shefa Curative Hospital* par une personne de contact de l'OSAR, Kaboul, 14 mars 2017.

¹⁹ Interview d'une spécialiste du domaine pharmaceutique travaillant à la «Awesta Pharmacy» par une personne de contact de l'OSAR, 15 mars 2017.

²⁰ Interview d'une spécialiste du domaine pharmaceutique travaillant à la «Sadan Pharmacy» par une personne de contact de l'OSAR, 16 mars 2017.

²¹ Interview du directeur du *Shefa Curative Hospital* par une personne de contact de l'OSAR, Kaboul, 14 mars 2017.

²² Interview d'une spécialiste du domaine pharmaceutique travaillant à la «Awesta Pharmacy» par une personne de contact de l'OSAR, 15 mars 2017.

²³ Interview d'une spécialiste du domaine pharmaceutique travaillant à la «Sadan Pharmacy» par une personne de contact de l'OSAR, 16 mars 2017.

²⁴ Interview du directeur du *Shefa Curative Hospital* par une personne de contact de l'OSAR, Kaboul, 14 mars 2017.

25 mg coûtent 15 AFN (0.21 EUR).²⁵ À la «Sadan Pharmacy», l'amitriptyline est également en vente à un dosage de 25 mg. Dix comprimés y coûtent 20 AFN (0.28 EUR) entièrement à la charge des patient-e-s. Le médicament proposé dans cette pharmacie est produit en Iran par la compagnie *Iran Daru*.²⁶

4.1.2 Disponibilité dans les institutions publiques

La gratuité des médicaments dans les institutions publiques dépend du financement international. La gratuité des médicaments dans les établissements de santé publics en Afghanistan repose sur le *Basic Package of Health Services* (BPHS) mis à disposition par les organisations non gouvernementales (ONG). La mise à disposition de médicaments par des cliniques publiques est un élément constitutif du BPHS. Ce programme financé par des bailleurs de fonds internationaux et des partenaires tels que l'*US Agency for International Development* (USAID), la Banque mondiale ou la Commission européenne est réalisé par des ONG et administré par le Ministère afghan de la Santé.²⁷

La sertraline, le flupentixol et l'amitriptyline ou des médicaments contenant les mêmes principes actifs sont gratuits pour les patient-e-s des hôpitaux publics, mais seulement tant que le financement est assuré par des ONG. D'après une personne spécialiste qui enseigne au *Kaboul Mental Health and Drug Addicts Hospital* (KMHH), les médicaments contenant les trois mêmes principes actifs sont disponibles à Kaboul. Les patient-e-s du KMHH les obtiennent gratuitement. C'est l'ONG *HealthNet*²⁸ qui procure les médicaments susmentionnés à cet hôpital. Quand le stock est épuisé, l'hôpital lui en demande un nouveau. La livraison a lieu environ un mois après la commande. L'ONG *HealthNet* met à disposition du KMHH des médicaments et des formations continues sur la base d'une convention contractuelle conclue voici une année et valable encore un an. On ne sait pas encore si elle prolongera cette convention ou si une autre ONG la reprendra. Entre 2001 et 2017, des ONG ont mis des médicaments à disposition de l'hôpital pour une période de cinq ans au total. Si aucune ONG ne se déclare prête à fournir des médicaments après l'expiration de l'actuelle convention, les patient-e-s du KMHH devront acheter les médicaments prescrits sur le marché libre et en supporter 80 pour cent des coûts. Le gouvernement afghan ne rembourse que 20 pour cent des coûts pour de tels médicaments, mais à côté, il prend notamment en charge les coûts des repas, des traitements hospitaliers et les consultations (*counseling*) pour les patient-e-s du KMHH.²⁹

²⁵ Interview d'une spécialiste du domaine pharmaceutique travaillant à la «Awesta Pharmacy» par une personne de contact de l'OSAR, 15 mars 2017.

²⁶ Interview d'une spécialiste du domaine pharmaceutique travaillant à la «Sadan Pharmacy» par une personne de contact de l'OSAR, 16 mars 2017.

²⁷ Lalani, M. et al., Substandard Antimalarials Available in Afghanistan: A Case for Assessing the Quality of Drugs in Resource Poor Settings, *American Journal of Tropical Medicine and Hygiene*, 2015, p. 51: www.ajtmh.org/docserver/fulltext/14761645/92/6_Suppl/51.pdf?expires=1491225107&id=id&accname=guest&checksum=B01118539071423333301F56FBC2959F.

²⁸ L'ONG hollandaise HealthNet travaille, selon ses propres indications, dans le domaine de la reconstruction durable des systèmes de santé dans les régions touchées par la guerre ou par des catastrophes. En Afghanistan, c'est l'une des plus grandes ONG actives dans le domaine de la santé. Elle collabore étroitement avec d'autres ONG, avec le Ministère afghan de la santé et avec des communautés locales. HealthNet, *HealthNet en Afghanistan*, sans date (dernier téléchargement le 4 avril 2017): www.healthnettpo.org/en/23/healthnet-in-afghanistan.html.

²⁹ Interview d'une personne spécialiste enseignant au *Kabul Mental Health and Drug Addicts Hospital* par une personne de contact de l'OSAR, Kaboul, 14 mars 2017.

4.2 Disponibilité des traitements

Disponibilité des traitements ambulatoires et hospitaliers dans deux hôpitaux publics de Kaboul. Selon une personne spécialiste qui enseigne au *Kaboul Mental Health and Drug Addicts Hospital* (KMHH), cet hôpital propose des traitements psychiatriques ambulatoires. C'est le seul hôpital public d'Afghanistan à proposer des traitements spécialisés pour un assez grand nombre de patient-e-s, y compris des traitements médicamenteux, de la psychothérapie (thérapie de groupe, thérapie individuelle et thérapie comportementale cognitive), de l'ergothérapie et des consultations. Cet hôpital dispose en outre de 100 lits. Il dispense en moyenne des traitements psychiatriques sous forme de diagnostic opérationnel psychodynamique (OPD) à 100 patient-e-s par jour. Les patient-e-s qui doivent être hospitalisés y séjournent au moins deux semaines. À Kaboul, il y a en outre un deuxième hôpital public, *Ali Abad*, qui propose également des traitements psychiatriques, mais à plus petite échelle que le KMHH.³⁰

Les besoins excèdent les capacités des deux hôpitaux publics de Kaboul. Ces deux hôpitaux publics ne peuvent de loin pas couvrir tous les besoins en traitements psychiatriques et psychothérapeutiques. Au KMHH, on s'efforce d'hospitaliser les patient-e-s atteints de graves maladies psychiques. Les patient-e-s sans symptômes suicidaires et les personnes qui ne représentent pas de danger pour autrui se contentent d'un traitement ambulatoire et d'une thérapie familiale. Leurs familles sont informées de la manière dont il faut se comporter avec eux et quand il faut les amener à l'hôpital.³¹ D'après le directeur du *Shefa Curative Hospital*, un établissement privé, les hôpitaux publics n'ont qu'un nombre limité de lits et ne peuvent donc pas traiter beaucoup de patient-e-s hospitalisés.³² D'autres hôpitaux publics d'Afghanistan ont certes une division psychiatrique, mais ne font pas des traitements en question une priorité.³³

À Kaboul, plusieurs établissements privés proposent des traitements psychiatriques et psychothérapeutiques; rares sont les gens qui peuvent s'offrir des traitements privés. À Kaboul, une série de professionnels licenciés spécialisés dans le domaine de la psychiatrie prescrivent des médicaments psychiatriques et des traitements psychothérapeutiques ambulatoires dans leurs cliniques privées. Les coûts des médicaments et traitements prescrits en privé sont entièrement à la charge des patient-e-s.³⁴ D'après un professionnel actif au Ministère afghan de la Santé, une psychothérapie dispensée en cas de syndrome de stress post-traumatique ou de grave épisode dépressif sans symptômes psychotiques coûte ainsi environ 1000 AFN (14.04 EUR) par mois dans une institution privée.³⁵ La plupart des patient-e-s psychiatriques s'adressent aux institutions publiques de Kaboul, car les traitements y sont gratuits.³⁶

³⁰ Interview d'une personne spécialiste enseignant au Kabul Mental Health and Drug Addicts Hospital par une personne de contact de l'OSAR, Kaboul, 14 mars 2017.

³¹ Interview d'une personne spécialiste enseignant au Kabul Mental Health and Drug Addicts Hospital par une personne de contact de l'OSAR, Kaboul, 14 mars 2017.

³² Interview du directeur du Shefa Curative Hospital par une personne de contact de l'OSAR, Kaboul, 14 mars 2017.

³³ Renseignement fourni par courriel par une personne de contact de l'OSAR à Kaboul, 18 mars 2017.

³⁴ Renseignement fourni par courriel par une personne de contact de l'OSAR à Kaboul, 18 mars 2017.

³⁵ Renseignement fourni par courriel par un professionnel travaillant au Ministère afghan de la Santé à Kaboul, 11 mars 2017.

³⁶ Interview du directeur du Shefa Curative Hospital par une personne de contact de l'OSAR, Kaboul, 14 mars 2017.

Le *Shefa Curative Hospital* est un établissement privé qui propose des traitements psychiatriques et psychothérapeutiques. Il y a deux autres hôpitaux privés dans le domaine psychiatrique à Kaboul: le *Nademi Hospital* et le *Syed Jamaludin Hospital*.³⁷ Dans le *French Medical Institute for Children* (FMIC) de Kaboul, un autre établissement privé, une seule personne propose des traitements psychiatriques et psychothérapeutiques ambulatoires. Les coûts sont entièrement à la charge des patient-e-s. Les personnes très pauvres ou au chômage et celles qui ont des difficultés financières peuvent demander une dispense de paiement au FMIC. Le FMIC évalue leur situation financière sur la base d'un entretien. Les exonérations peuvent aller jusqu'à 30 pour cent et même, dans de très rares cas, jusqu'à 80 pour cent.³⁸

4.3 Disponibilité des tests en laboratoire

D'après les informations d'une personne de contact de l'OSAR, le *French Medical Institute for Children* (FMIC) est l'un des instituts les plus fiables de Kaboul, parmi ceux qui proposent des tests en laboratoire.³⁹ À Kaboul, les tests en laboratoire pour le contrôle des traitements médicamenteux peuvent être effectués sur place pour les médicaments spécifiques susmentionnés. Ils sont aussi disponibles dans d'autres institutions et laboratoires médicaux privés à Kaboul. Voici ce que coûtent les tests effectués au FMIC:

- Formule sanguine: 680 AFN (9.55 EUR)
- Valeurs hépatiques: 1080 AFN (15.17 EUR)
- Valeurs rénales: 600 AFN (8.43 EUR)
- Électrolytes: 800 AFN (11.24 EUR)

Comme indiqué ci-dessus, les coûts de ces tests et d'autres semblables, ainsi que des traitements et médicaments, sont entièrement à la charge des particuliers, à l'exception des possibles exonérations mentionnées.⁴⁰

³⁷ Interview du directeur du *Shefa Curative Hospital* par une personne de contact de l'OSAR, Kaboul, 14 mars 2017.

³⁸ Interview d'une personne spécialiste travaillant au *French Medical Institute for Children* dans le domaine du diagnostic histologique par une personne de contact de l'OSAR, Kaboul, 14 mars 2017. Le FMIC est porté par un partenariat entre le gouvernement afghan, le gouvernement français, l'ONG Aga Khan Development Network et l'ONG La Chaîne de l'Espoir. Il est financé par les gouvernements afghan et français. Le but est de rendre le FMIC autonome sur le plan financier. Sans les exonérations accordées aux personnes dans le besoin, qui occasionnent des coûts annuels estimés à un million de dollars US, le FMIC pourrait bientôt atteindre son autonomie financière. Interview d'une personne spécialiste travaillant au *French Medical Institute for Children* dans le domaine du diagnostic histologique par une personne de contact de l'OSAR, Kaboul, 14 mars 2017.

³⁹ Renseignement fourni par courriel par une personne de contact de l'OSAR à Kaboul, 18 mars 2017.

⁴⁰ Interview d'une personne spécialiste travaillant au *French Medical Institute for Children* dans le domaine du diagnostic histologique par une personne de contact de l'OSAR, Kaboul, 14 mars 2017. La plupart des échantillons pour les 250 tests régulièrement disponibles là-bas – à l'exception entre autres de ceux susmentionnés – sont envoyés pour analyse à l'Agha Khan Hospital de Karachi, au Pakistan. Les résultats arrivent au bout d'une à trois semaines. À cause de la fermeture de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, il y a eu ces derniers temps des problèmes de livraison, de sorte que quelques échantillons ont dû être envoyés à Karachi avec DHL. Interview d'une personne spécialiste travaillant au *French Medical Institute for Children* dans le domaine du diagnostic histologique par une personne de contact de l'OSAR, Kaboul, 14 mars 2017.

Les tests nécessaires peuvent également être effectués au laboratoire privé *City Medical Lab* qui tient plusieurs bureaux à Kaboul. En voici les coûts:

- Formule sanguine: 500 AFN (7.02 EUR)
- Valeurs hépatiques: 800 AFN (11.24 EUR)
- Valeurs rénales: 600 AFN (8.43 EUR)
- Électrolytes et calcium: 1000 AFN (14.04 EUR).⁴¹

5 Situation socioéconomique ⁴²

Situation économique. L'Afghanistan reste l'un des pays les plus pauvres au monde. Environ 35,8 pour cent de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté et 1,7 million de personnes sont sérieusement menacées par l'insécurité alimentaire. Les organisations humanitaires ont un accès très restreint à la population en détresse, ce qui les empêche souvent de prendre des mesures susceptibles de sauver des vies. Les conflits persistants aggravent la situation: ils continuent à détruire les moyens de subsistance de nombreuses personnes. Le nombre de personnes déplacées augmente à une vitesse fulgurante, les maladies contagieuses se propagent et le taux de criminalité prend l'ascenseur. La population affaiblie est livrée sans défense aux catastrophes naturelles et aux hivers rigoureux.⁴³

Accès au travail. Depuis le retrait des forces de sécurité internationales fin 2014, le chômage déjà très élevé a encore fait un bond en avant, car auparavant, l'économie afghane dépendait fortement des commandes de la communauté internationale (en particulier dans la construction, la logistique, les transports et les prestations de service). Dans le cadre d'un sondage, près de 55,4 pour cent des personnes interrogées en juin 2015 ont déclaré que leurs possibilités d'occupation s'étaient dégradées. Le taux d'analphabétisme reste élevé et le pool de spécialistes est modeste. Bien que l'agriculture emploie jusqu'à 80 pour cent de la population, ce secteur produit à peine 25 pour cent du produit intérieur brut.⁴⁴

⁴¹ Interview d'un technicien travaillant au City Medical Lab de Kaboul par une personne de contact de l'OSAR, 15 mars 2017.

⁴² Ce chapitre est en partie tiré du rapport suivant: OSAR/Corinne Troxler, Afghanistan – Mise à jour : les conditions de sécurité actuelles, 30 septembre 2016, p. 24: <https://www.osar.ch/assets/herkunftslaender/mittlerer-osten-zentralasien/afghanistan/160930-afg-update-f.pdf>.

⁴³ UNHCR (UN High Commissioner for Refugees), Richtlinien zur Feststellung des internationalen Schutzbedarfs afghanischer Asylsuchender, 19 avril 2016, p. 26-27: www.ecoi.net/file_upload/90_1471846055_unhcr-20160419-afg-richtlinien-de.pdf; NZZ, IKRK besorgt über schlechte humanitäre Lage, 18 mars 2016: www.nzz.ch/international/asien-und-pazifik/schlechte-humanitaere-lage-1.18714906.

⁴⁴ UNHCR (UN High Commissioner for Refugees), Richtlinien zur Feststellung des internationalen Schutzbedarfs afghanischer Asylsuchender, 19 avril 2016, p. 13: www.ecoi.net/file_upload/90_1471846055_unhcr-20160419-afg-richtlinien-de.pdf; Congressional Research Service (CRS), Afghanistan: Post-Taliban Governance, Security, and U.S. Policy, 6 juin 2016, p. 59, 62, 68: www.fas.org/spp/crs/row/RL30588.pdf.

Différentes informations sur les salaires et les dépenses courantes. D'après la fiche d'information sur les pays 2016 du *Bundesamt für Migration und Flüchtlinge* allemand (BAMF), le salaire moyen en Afghanistan est compris entre 80 et 120 dollars US par mois, alors que le loyer d'un appartement varie entre 400 et 800 dollars US, que les charges atteignent plus de 40 dollars US et que le coût de la vie représente jusqu'à 500 dollars US par mois.⁴⁵ Un autre rapport du BAMF, datant aussi de 2016, estime entre 150 et 250 dollars US par personne les coûts mensuels pour les vêtements, la nourriture et les transports dans la capitale Kaboul. La location d'un studio au centre de Kaboul coûte entre 6000 et 10'000 AFN (entre 84.27 et 140.44 EUR) par mois.⁴⁶

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur l'Afghanistan et d'autres pays d'origine des réfugiés sous www.osar.ch/pays-dorigine.

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR s'engage pour que la Suisse respecte le droit à la protection contre les persécutions ancré dans la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, l'OSAR est l'association faîtière nationale des organisations d'aide aux réfugiés. Son travail est financé par des mandats de la Confédération et par le soutien bénévole de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

L'OSAR-Newsletter vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.osar.ch/newsletter.

⁴⁵ Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (BAMF)/Organisation Internationale pour les migrations (OIM), Afghanistan – Country Fact Sheet 2016, p. 2: <https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/properties/18447087>.

⁴⁶ Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (BAMF)/Organisation Internationale pour les migrations (OIM), Kaboul – Arbeitsmarkt, 22 avril 2016, p. 2: <https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/properties/18153284>.